

De l'anti mondialisme à l'alter mondialisme



Le nom de **Porto Alegre**, capitale de l'État fédéré du Rio Grande do Sul (RS), au Brésil, est aujourd'hui associé au **Forum social mondial**. Créé dans cette ville en 2001, à l'initiative du Parti des travailleurs (PT) brésilien et de l'association **ATTAC** (Association pour la taxation des transactions pour l'aide aux citoyens), **il s'oppose directement au Forum économique mondial de Davos**, qui réunit tous les ans dans cette station suisse huppée l'élite politique et économique libérale.

Au premier rang de la manifestation, les drapeaux rouges rappellent que le PT (dont est issu Lula, l'actuel président du Brésil) dirige la ville, considérée comme un laboratoire de la démocratie participative. **Choisir Porto Alegre, c'est aussi, en 2001, imposer l'Amérique latine, donc une partie du Sud, comme troisième acteur à part entière au sein d'une opposition altermondialiste jusqu'alors américano-européenne.** On remarque ainsi, derrière la banderole, la présence de leaders de diverses origines le Forum a rassemblé 60 000 participants issus de 123 pays (élus, membres d'associations, de mouvements d'éducation populaire, d'ONG environnementales et de solidarité Nord/ Sud, de syndicats, etc.). L'iconographie et les slogans de la banderole, en anglais et en portugais, affirment un projet à vocation mondialiste, fondé sur deux idées-force :

- Premièrement, une **revendication pacifiste** («Contre la guerre et pour la paix»), qui condamne le conflit engagé en Afghanistan par les Etats-Unis, après le 11 septembre 2001, « en voie de s'étendre à d'autres fronts ». Elle affirme donc la responsabilité de la mondialisation dans l'essor de la violence armée et du terrorisme international.
- Deuxièmement, une **revendication sociétale beaucoup plus large** c'est en 2001, à Porto Alegre, que l'opposition à la mondialisation libérale (identifiée comme telle à Seattle en 1999, lors du premier sommet de l'OMC) se transforme en projet d'altermondialisation (« Un autre monde est possible »).

Le quatrième Forum social mondial s'est tenu à Mumbai (Bombay) en janvier 2004. Des dizaines de milliers de personnes et plus de 2 400 organisations provenant du monde entier s'y sont à nouveau

rassemblées. D'abord mondiaux, les Forums ont parallèlement essaimé au niveau continental, puis national, parfois sous une forme thématique.

L'effondrement de l'URSS et des démocraties populaires d'Europe de l'Est a permis, durant une décennie, de **valider le libéralisme comme seul modèle de développement mondial**. Dans les années 2000, l'opposition au néo-libéralisme passe d'une pure logique de contestation à une logique plus constructive fondée sur des propositions concrètes. Mais, comme le reconnaissent volontiers leurs organisateurs, **les forums n'ont pas, pour l'instant, permis d'élaborer de propositions communes**. L'objectif de la charte des principes du Forum social mondial est d'élargir la base sociale et géographique du mouvement, afin de "mondialiser l'alter mondialisme" de manière concrète.

Le mouvement s'appuie sur la mobilisation de la « société civile », qui aurait pris acte de la baisse de représentativité et de crédibilité des structures politiques et syndicales traditionnelles dans les démocraties occidentales et souhaiterait réagir au modèle unique de développement aujourd'hui mis en oeuvre, le modèle capitaliste.

Depuis une dizaine d'années, une multitude d'organisations non gouvernementales ont ainsi investi de nouveaux champs d'action, disposant parfois d'une reconnaissance médiatique suffisante pour bénéficier de subsides publics et d'une certaine influence, grâce en particulier à un bon niveau d'expertise. C'est le cas, en France (et désormais dans plus de cinquante pays) de **l'association AT-TAC, créée en juin 1998**, à la suite d'un éditorial d'Ignacio Ramoner dans *Le Monde diplomatique*, proposant la **création d'une organisation non gouvernementale à l'échelle planétaire baptisée « Action pour une taxe Tobin d'aide aux citoyens »** (taxe modique sur les transactions financières prônée dès 1972 par le prix Nobel d'économie). Cette association a plus largement pour objectif « la reconquête, par les citoyens, du pouvoir que la sphère financière exerce sur tous les aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle dans l'ensemble du monde ».

La **Confédération paysanne**, à travers son médiatique porte-parole José Bové, **participe également aux luttes altermondialistes menées contre les Organismes génétiquement modifiés (OGM)** ou l'ouverture des marchés agricoles imposée par l'OMC depuis les accords de Marrakech (1994). Au niveau international, l'action de ce syndicat, créé en 1987, s'inscrit dans un mouvement paysan plus vaste baptisé *Via Campesina*.

Source :

Laurent Caroué, *La mondialisation en débat*, Documentation Photographique, n°8037, 2004

